agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/THAILANDE - L'avenir du pays, entre réconciliation et amnistie selon Thaksin

Bangkok (Agence Fides) – Alors que le Nord du pays et la capitale, Bangkok, sont frappés par de fortes inondations, ce qui retient l'attention de l'opinion publique est la délicate question de la réconciliation de la nation et d'une possible amnistie qui pourrait concerner également l'ancien Premier Ministre Tahksin Shnawatra.
La « Commission pour la Vérité et la Réconciliation » qui a pour objectif de « guérir les blessures du passé » et de retrouver un avenir d'unité pour la nation pense actuellement convoquer une conférence nationale des six principaux partis politiques afin de trouver un accord sur des points controversés. Et, à ce stade, commence à être envisagée une mesure d'amnistie dont seraient bénéficiaires des responsables des différents camps politiques qui ont dominé la scène au cours de la dernière décennie : les démocrates (tels que les partisans des « chemises jaunes ») et les « populaires » (avec les « chemises rouges »). Le « pardon » concernerait les généraux responsables du coup d'Etat de 2006 ainsi que les responsables militaires et politiques impliqués dans les affrontements de mai 2010 qui firent 91 morts dans les rangs des manifestants et des militaires à Bangkok.
Selon le gouvernement de Yingluck Shinawtra, élue Premier Ministre en juillet dernier et responsable du parti « Pheu Thai », l'amnistie devrait permettre de réconcilier une nation divisée de manière irrémédiable entre une bourgeoisie urbaine et des masses rurales, entre des élites intellectuelles et de larges strates de pauvres.
Mais parmi les bénéficiaires de la loi que des juristes du gouvernement mettent actuellement au point, se trouverait également l'ancien Premier Ministre Thaksin Shinawatra, le magnat qui a gouverné la Thaïlande de 2001 à 2006, accusé de corruption, renversé par un coup d'Etat et qui s'est enfui à l'étranger. Thaksin est un personnage encore très discuté mais aujourd'hui, selon les analystes, sa sœur étant Premier Ministre, son retour en Thaïlande serait escompté. La mesure pourrait lui permettre de revenir à Bangkok sans avoir à purger les deux années de réclusion auxquelles il a été condamné pour corruption, selon la sentence qui le contraignit à l'exil en 2008.
Contre cette éventualité, se coalisent actuellement de vastes secteurs de la société civile, du monde politique et de l'armée. Certains commentateurs se demandent si le possible retour de Thaksin pourrait provoquer un autre coup d'Etat ou si, face à cette éventualité, le roi Bhumibol, référence traditionnelle du peuple thaï, aura la force de s'y opposer.
Une source de Fides au sein de la Conférence épiscopale de Thaïlande commente : « Il est très difficile de prévoir ce qui se passera. Les gens sont assez désorientés et le panorama politique demeure très fluide. Nous ne savons pas ce qui se passe en coulisses. Et la vérité n'est pas exposée aux citoyens. Il n'existe par suite pas la juste et réelle conscience au sein de l'opinion publique. L'urgence aujourd'hui est la transparence ». (PA) (Agence Fides 15/10/2011)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it